



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes-hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

28/11/2020

Initiative du 28 novembre sur la formation de l'Internationale Communiste et des partis Communistes



Plan

1. Introduction

2. La révolution d'octobre en 1917 a ouvert une page qui ne s'est pas refermée

3. La formation de l'Internationale Communiste et des partis communistes : une avancée considérable du mouvement révolutionnaire

3.1 Les Thèses d'Avril

3.2 Les 21 Conditions d'admission à la l'Internationale Communiste¹

4. Le rôle majeur de l'URSS dans les processus d'émancipation des peuples

5. La défaite de L'URSS et l'effondrement de nombreux partis révolutionnaires

6. En France, une stratégie du PCF qui a mené à sa disparition comme parti révolutionnaire

7. Reconstruire un parti révolutionnaire et un syndicalisme de classe : des enjeux majeurs

8. Conclusion

¹L'Internationale Communiste, les 21 conditions, Les Cahiers du Cercle Universitaire d'Études Marxistes N°12, 2017.

1. Introduction

La constitution de l'Internationale Communiste (IC) a été un acte politique majeur des révolutionnaires. Le centième anniversaire de la constitution de l'Internationale Communiste et de nombreux partis communistes, comme c'est le cas en France avec la formation du PCF en 1920 donne lieu à de nombreuses déclarations et commémorations. Pour nous, ces événements ne sont pas que des dates anniversaires qu'il conviendrait de célébrer en les vidant de leur actualité et de leur sens, mais au contraire, c'est l'histoire de la lutte des classes dont le but est l'abolition du système capitaliste basé sur l'exploitation de l'Homme par l'Homme pour lui substituer une société sans classe : la société socialiste.

2. La révolution d'octobre en 1917 a ouvert une page qui ne s'est pas refermée

Il y a cent ans, la Grande Révolution Socialiste d'Octobre en Russie ouvrait un nouvel horizon à l'histoire de l'Humanité. Pour la première fois, les ouvriers et les paysans prenaient le pouvoir à leur profit en renversant l'ordre féodal et bourgeois en Russie. Ces journées qui ébranlèrent le Monde comme l'a si bien écrit John Reed,² journaliste communiste américain, continuent d'être à l'œuvre et c'est bien de continuer le processus révolutionnaire dont il s'agit. Notre parti qui est le continuateur de la Révolution d'Octobre, de la lutte des classes entre le capital et le travail et des luttes populaires pour la liberté, la paix et le bien-être des travailleurs est là pour servir cette perspective libératrice. Il s'agit de poursuivre la lutte pour abattre le capitalisme et construire le socialisme. Si l'URSS a été battue par l'impérialisme, ce n'est qu'un moment de la lutte des classes à l'échelle nationale et internationale car comme l'écrivait G. M. Dimitrov³ secrétaire général du comité exécutif de la III^e internationale : « *Les contre-révolutions sont des parenthèses de l'histoire, l'avenir appartient aux révolutionnaires* ». Notre initiative d'aujourd'hui a pour objectif de rappeler la signification profonde de la révolution d'Octobre, ce qu'elle a amené aux peuples de la vieille Russie Tsariste comme à tous les peuples du Monde. Cette révolution fut la matrice des partis communistes de par le monde.

3. La formation de l'Internationale Communiste et des partis communistes : une avancée considérable du mouvement révolutionnaire

La position des partis socialistes et sociaux-démocrates adhérant à la II^e internationale socialiste vis-à-vis de la guerre mondiale de 1914-1918 fut, à l'exception notable des révolutionnaires russes et de quelques personnalités et fractions du mouvement ouvrier, marquée par leur ralliement à leur bourgeoisie nationale. Les socialistes français de la SFIO comme ceux du Parti social-démocrate allemand votèrent les crédits de guerre et participèrent aux gouvernements d'union nationale. Il en a été de même pour le mouvement syndical. La question de la guerre impérialiste et de l'attitude du mouvement ouvrier vis-à-vis d'elle a été la pierre angulaire qui distingua les révolutionnaires des adeptes de la collaboration de classe. Lénine et les bolcheviks en Russie en firent une question centrale. Leur position contre la guerre impérialiste fut un des éléments décisifs du soutien populaire à la révolution d'Octobre. À ce sujet Lénine s'explique dans ce que l'on appelle les *Thèses d'Avril*.⁴ Elles constituèrent la ligne directrice de la stratégie et de la tactique révolutionnaire des bolcheviks en 1917. Nous allons donc nous y attarder un moment dans la mesure où elles constituent une ligne de démarcation nette entre les révolutionnaires et les opportunistes.

3.1 Les Thèses d'Avril

Les thèses d'avril sont publiées le 7 avril 1917 dans la *Pravda*. Elles sont lues par Lénine le 4 avril à son retour d'exil.

Retour sur le contexte

² John Reed, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, Éditions sociales, Paris, 1986.

³ Dimitrov **Georgi Mikhaïlov Dimitrov** est né le 18 juin 1882 et mort le 2 juillet 1949. Dirigeant communiste, il mène l'insurrection infructueuse de 1923, ce qui le conduit à s'exiler en URSS, d'où il dirige l'International Communiste entre 1934 et 1943. De retour en Bulgarie après la Seconde Guerre mondiale, il devient président du Conseil des ministres en 1946 et secrétaire général du comité central du Parti Communiste Bulgare en 1948.

⁴ Lénine et la Révolution, *Les Cahiers du Cercle Universitaire d'Études Marxistes* N°5, 2017.

Après la révolution de Février, le parti bolchevique de Lénine sort de la clandestinité où l'avait plongé la féroce répression du régime tsariste. De nombreux militants sortirent de prison et revinrent d'exil. La ligne du parti était le développement et l'approfondissement de la révolution et le travail de masse avait lieu essentiellement en direction du prolétariat urbain. Rien n'était simple, la guerre continuait, l'état tsariste s'effondrait, les luttes paysannes contre les propriétaires terriens et les paysans enrichis (les Koulaks) redoublaient et s'orientaient souvent vers le partage des terres. Le prolétariat urbain très concentré mais globalement minoritaire désirait ardemment une amélioration de son sort. Les soldats, surtout issus de la paysannerie, s'ils ne remettaient pas en cause encore directement la participation de la Russie à la guerre ne voulaient plus servir de chair à canon. De fait s'était installée une dualité du pouvoir entre le gouvernement provisoire dominé par les représentants de la bourgeoisie et du grand patronat, tandis que le soviet de Petrograd, dominé par les mencheviks et les socialistes révolutionnaires, s'il était sensible aux revendications populaires faisait tout pour empêcher que le cours de la révolution touche aux intérêts de la bourgeoisie commerçante et industrielle. Mencheviks et Socialistes révolutionnaires théorisaient cette volonté de s'arrêter à une révolution bourgeoise par le fait que le prolétariat était trop faible et devait grandir avant de prendre le pouvoir, ce qui revenait à enchaîner les forces du prolétariat à la cause de la bourgeoisie.

Le retour d'exil de Lénine le 3 avril à Petrograd marqua un tournant politique décisif. Des milliers de personnes l'attendaient à la gare de Finlande à Petrograd, de nombreux ouvriers et des détachements en armes étaient présents. Après le mot de bienvenue du Président du soviet de Petrograd Lénine s'adressa directement à la foule en tournant le dos à la délégation du soviet et termina son discours par un : « Vive la révolution socialiste ».

La présentation des thèses au parti

Le lendemain 4 avril, Lénine présenta aux dirigeants du parti ses thèses sur la révolution socialiste. Elles sont connues sous le nom des *thèses d'avril* et elles font suite aux : *lettres de loin*⁵ que Lénine avait écrit dans son exil en Suisse.

La deuxième phase de la révolution

Elles affirment que la première étape de la révolution bourgeoise se termine, que la deuxième phase commence et doit se terminer par le transfert du pouvoir au prolétariat. Lénine avait vu juste parce qu'il faisait une analyse lucide de la situation et du rapport des forces, car il était clair que le développement impétueux du capitalisme russe générait un prolétariat concentré et actif et que ce prolétariat était la force motrice de toutes transformations révolutionnaires. Lénine note le caractère spécifique des classes sociales et parlant de la révolution bourgeoise de février 1917 il indique: «*La prédominance de la population paysanne, l'oppression effrayante que font peser sur cette population les gros propriétaires fonciers féodaux, la force et le niveau de conscience du prolétariat déjà organisé en parti socialiste y constituent autant de faits qui donnent à cette révolution bourgeoise un caractère particulier . Aussi cette conjoncture originale ferait-elle de la dictature du prolétariat et de la paysannerie une nécessité absolue pour parvenir à la victoire dans une telle révolution : car en Russie, la bourgeoisie est d'ores et déjà contre révolutionnaire et, dans un tel pays, sans la direction ou l'initiative du prolétariat, la paysannerie ne serait rien* ». Si la bourgeoisie russe avait comme allié les puissances belligérantes impérialistes française et anglaise, la haine de la guerre qui commençait à submerger le pays affaiblissait tous ceux, parti bourgeois, mencheviks et socialistes révolutionnaires qui agissaient pour la poursuite du conflit.

Aucune confiance au gouvernement provisoire

En affirmant en premier lieu qu'il ne fallait accorder aucune confiance au gouvernement provisoire, Lénine et le parti bolchevik signifiaient que le centre du pouvoir ne pouvait pas être celui de la bourgeoisie qui ne veut octroyer ni la paix, ni le pain, ni la terre et ni la liberté. Seul **le pouvoir des soviets** était de nature à répondre aux aspirations du peuple russe, de son prolétariat et de sa paysannerie pauvre. Bien que dominé par les mencheviks et les socialistes révolutionnaires, le mot d'ordre de : « *tout le pouvoir aux soviets* » permettait de confondre les déclarations de leurs dirigeants avec leurs actes entièrement tournés vers un compromis avec les forces du capital.

Briser l'appareil d'État en donnant tous les pouvoirs aux soviets

⁵<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/03/vil19170300.htm>

Lénine voyait aussi dans ce transfert du centre du pouvoir un moyen de briser l'appareil d'État bourgeois et de commencer à constituer un pouvoir authentiquement révolutionnaire. Les thèses d'avril ne se contentaient pas de ce mot d'ordre, elles donnaient une dimension politique au pouvoir des soviets.

La paix

Dans le domaine international c'était la lutte pour la conclusion d'une paix générale. Cette ligne rencontrait le courant anti-guerre qui montait parmi les soldats et le peuple.

Les nationalisations

Dans le domaine économique, il prévoyait la nationalisation du système bancaire et des grands monopoles (rappelons que l'industrie russe était très concentrée en une vingtaine de monopoles dont une partie importante était dominée par le capital étranger, ce qui explique la connivence entre les forces de la bourgeoisie russe et les impérialismes français et anglais).

La terre

Dans l'agriculture il appelait à la confiscation des terres sans rachat et leur nationalisation.

Le droit des peuples

Dans le domaine des droits des peuples il affirmait le droit à l'autodétermination.

Les thèses d'avril eurent un retentissement extraordinaire car elles rentraient en résonance avec les aspirations profondes du prolétariat et de la paysannerie pauvre. Elles tracèrent le chemin qui conduisit à la révolution d'octobre.

3.2 Les 21 Conditions d'admission à la l'Internationale Communiste⁽⁶⁾

La dimension internationaliste du mouvement ouvrier

Cette dimension est au cœur de la pensée du mouvement ouvrier. Sans rentrer dans les détails, rappelons quelques faits et dates, à commencer par le « *manifeste du Parti Communiste* » de K. Marx et F. Engels publié en 1848 et qui se termine par la phrase célèbre : « *Prolétaires de tous les pays unissez-vous.* »

L'Association Internationale des Travailleurs (AIT) est fondée à Londres en 1864. L'adresse inaugurale est rédigée par K. Marx qui est membre de son comité d'organisation. L'internationalisme est au cœur de l'AIT qui se constitue en sections nationales à partir de 1867. En son sein les débats sont particulièrement vifs entre les partisans de Marx et ceux de Bakounine qui y représente le courant anarchiste.

1871 est marquée par la *Commune de Paris* où se distinguent des militants étrangers internationalistes comme Elisabeth Dmitrieff, jeune russe qui est élue à la tête de l'Union des Femmes pour la Défense de Paris, cette association (La 1^{ère} en France rassemblant des femmes), est dirigée par Nathalie Lemel, la compagne d'Eugène Varlin, déportée en Nouvelle Calédonie après la chute de la Commune, comme les dirigeants militaires Dombrowski et Wroblewski tous deux polonais et bien d'autres. Pour la Commune de Paris, les étrangers sont des citoyens à part entière. Pour Marx et Engels, pour Lénine et les bolcheviks, la Commune de Paris est une référence politique fondamentale. Lénine écrit : « *Si lourd que fut le sacrifice elle (la Commune) a appris aux prolétaires d'Europe à poser concrètement le problème de la révolution socialiste* ».

L'écrasement de la Commune de Paris puis la grande crise de 1873-1896 ont ouvert une période de contre-révolution qui sera fatale à l'AIT : elle disparaît en 1876.

A la fin du XIX^e siècle, le développement rapide du capitalisme entraîne une augmentation du nombre des travailleurs industriels. Le syndicalisme et le mouvement socialiste connaissent un essor partout en Europe et en Amérique. En France, la CGT est créée au congrès de Limoges en 1895. Les fédérations d'industries commencent à y supplanter les fédérations de métiers ce qui conforte les orientations de classe du syndicalisme.

En 1899, les partis sociaux-démocrates se regroupent, sous l'impulsion de F. Engels, dans l'Internationale Ouvrière qui deviendra la Seconde Internationale. Le congrès fondateur décide d'organiser le 1^{er} mai 1890 une manifestation internationale en faveur de la journée de huit heures. Cette manifestation devient la Journée internationale des Travailleurs et non pas la « *fête du travail* » d'inspiration chrétienne et pétainiste comme s'échinent à nous la présenter tous les media !

⁶L'Internationale Communiste, les 21 conditions, Les Cahiers du Cercle Universitaire d'Études Marxistes N°12, 2017.

Si la deuxième internationale se déclare pour la lutte des classes et le pacifisme, ses résolutions sont plus incantatoires qu'engagements de lutte. Cette internationale se brisera sur la dure réalité de la guerre impérialiste de 14-18. Le congrès de Bâle en 1912 « *demande aux travailleurs de tous les pays d'opposer à l'impérialisme capitaliste la force de la solidarité internationale du prolétariat* ». Mais nous connaissons la suite : tous les parti sociaux-démocrates ou presque se rallient à l'Union Sacrée. Cette orientation de collaboration de classe permet à la bourgeoisie de museler, au moins provisoirement, le mouvement ouvrier révolutionnaire.

La première guerre mondiale, guerre inter-impérialiste pour la redistribution des zones de domination capitaliste modifie les rapports de forces entre les grandes puissances et accouche d'un Monde nouveau.

La victoire de la révolution socialiste en Russie et la dictature du prolétariat

C'est en Russie, le maillon le plus faible de l'impérialisme, que triomphe la première révolution socialiste. A la différence des opportunistes de tout bord, les bolcheviks sous la direction de Lénine se sont opposés à la guerre impérialiste et ont rallié la masse des travailleurs et de la paysannerie pauvre pour prendre le pouvoir. Face à la contre-offensive de l'impérialisme sous la forme brutale de l'intervention militaire étrangère, la Russie Soviétique compte sur l'élan du mouvement révolutionnaire en Europe pour modifier en sa faveur le rapport des forces, mais la révolution allemande est écrasée avec la participation active de la social-démocratie.

La victoire de la révolution d'Octobre dans une Europe déchirée par la guerre et où les partis sociaux-démocrates ont rallié le camp de leurs bourgeoisies respectives modifie considérablement les données politiques. La question de la prise du pouvoir par le prolétariat est donc posée avec force, ce qui renforce le poids du courant révolutionnaire dans un mouvement ouvrier qui progresse quantitativement et qualitativement.

Si la révolution socialiste en Russie est le fait majeur et déterminant, ailleurs dans le monde des mouvements nationaux secouent la Chine, la Corée, l'Indonésie le Moyen-Orient, la Turquie...

En Chine, Mao Zedong dit à ce sujet : « *Les Chinois sont passés maîtres en marxisme grâce à l'application qui en a été faite par les Russes. Avant la révolution d'Octobre, les Chinois n'avaient jamais entendu parler, non seulement de Lénine, mais aussi des noms de Marx et Engels. Le grondement des canons de la Révolution d'Octobre nous a apporté le marxisme-léninisme. Il nous faut suivre la même voie que les Russes* " (Mao Zedong, discours de juin 1949 à l'occasion du 28^{ème} anniversaire du PCC).

Dès 1920 des groupes communistes s'organisent dans la classe ouvrière et prennent l'initiative de mener des luttes sociales. La voie est ouverte pour la formation du PC de Chine.

Mais, comme nous le démontrons dans de nombreux articles publiés sur notre site, le développement de la Chine suit une voie capitaliste, voir en particulier : [https://www :sitecommunistes.org/archives/ch485chine.html](https://www.sitecommunistes.org/archives/ch485chine.html)

La dislocation des Empires conduit à la formation de nouveaux États et, avec une Europe affaiblie par la guerre, à la redistribution des cartes au sein de l'impérialisme, redistribution qui s'opère au bénéfice du Japon et des USA.

L'internationalisme et la lutte anti-impérialiste

Lénine a beaucoup travaillé la question de l'impérialisme. Que l'on se souvienne : *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*,⁷ publié en 1917. Lénine montre que l'impérialisme est un système et que ses contradictions sont à l'origine des conflits pour le partage du Monde. Cette analyse alimente la nécessité de l'internationalisme dans la lutte des classes.

La situation ouverte par la guerre et la révolution en Russie se traduit par une montée des mouvements sociaux et politiques qui contestent l'ordre établi.

C'est dans ce contexte d'essor du courant révolutionnaire qu'apparaissent des partis communistes en Europe.

Désormais, au sein des partis socialistes, outre la ligne de fracture sur « *l'Union Sacrée* », s'ajoute le soutien ou non à la révolution russe. La progression du courant révolutionnaire est inégale d'un pays à l'autre. Dans les pays où la question du pouvoir d'État est posée du fait de la crise nationale engendrée par la guerre se constituent des avant-gardes révolutionnaires qui ne résistent pas à l'écrasement organisé par les forces de la bourgeoisie intérieure avec l'aide souvent de forces extérieures, c'est le cas en Pologne, dans les pays Baltes, en Ukraine en Biélorussie et en Finlande. Dans les pays où le pouvoir d'État n'est pas sérieusement menacé, les avant-gardes

⁷Lénine, *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*, Editions du progrès, Moscou, 1969.

révolutionnaires se développent au sein même des anciennes organisations qui se sont ralliées à l'Union Sacrée. C'est le cas en France, en Suisse, en Italie...

C'est dans ces conditions que, dès janvier 1918 à Petrograd, la Russie Soviétique réunit quelques représentants de ces forces révolutionnaires. La poussée révolutionnaire allant en s'amplifiant, est lancée de Moscou – au nom des PC de Russie Soviétique, de Pologne, de Hongrie, d'Autriche, de Lettonie, de Finlande, de la Fédération des Démocrates Révolutionnaires des Balkans et du parti Socialiste Ouvrier d'Amérique – une lettre à 38 organisations partisans de la « *dictature du prolétariat sous la forme du pouvoir des soviets* » avec comme objectif la constitution de l'Internationale Communiste (IC) connue aussi sous le nom de III^e internationale.

La lettre rappelle que le but des organisations révolutionnaires est de conduire le prolétariat à s'emparer du pouvoir. L'IC se doit d'être une organisation prolétarienne, révolutionnaire et internationaliste, elle doit rompre avec les éléments « *social-patriotes* » et le « *centre* » et dénoncer vigoureusement leurs dirigeants.

La conférence internationale commence le 2 mars 1919.

Au cœur de la discussion se trouve la question de l'État et de sa nature de classe. Pour Lénine, l'État est la pierre de touche de la rupture entre les organisations révolutionnaires et réformistes. Le parti révolutionnaire a pour finalité de substituer l'hégémonie et le pouvoir du prolétariat à ceux de la bourgeoisie. L'IC demande aux prolétaires du Monde entier de : « *généraliser l'expérience révolutionnaire de la classe ouvrière, débarrasser le mouvement ouvrier des scories dissolvantes de l'opportunisme et du social-patriotisme, d'unir les forces de tous les partis vraiment révolutionnaires du prolétariat mondial et par la même de faciliter et de hâter la victoire de la révolution communiste dans le monde entier* ».

L'orientation de la III^e internationale : la question des partis

Le II^e congrès de l'Internationale Communiste en 1920 rassemble les organisations d'une trentaine de pays. A la différence du premier congrès, y sont représentées des organisations qui n'ont pas franchement rompu avec le social-patriotisme, c'est le cas de la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO) en France. Le mouvement révolutionnaire se trouve confronté à deux écueils : l'opportunisme de gauche qui caractérise certaines organisations ou fractions d'organisations et celui de droite qui risque de noyer l'IC dans un flot social-démocrate opportuniste. Pour faire face à ces deux écueils, dans une situation où les tentatives révolutionnaires en Europe occidentale sont écrasées laissant la Russie soviétique relativement isolée, la plus grande rigueur est de mise dans les conditions d'adhésions à l'IC. Dans le même temps, dans son ouvrage de mai 1920 « *La maladie infantile du communisme* », Lénine met en garde contre une conception erronée du combat révolutionnaire qui consisterait à substituer à l'action de masse dirigée par le parti révolutionnaire celle de groupes minoritaires agissants mais coupés des forces prolétariennes. « *21 conditions* » et « *Maladie infantile du communisme* » sont donc deux combats inséparables qui nécessitent des partis communistes organisés aptes à mener la lutte de classe sur une base centralisée. La résolution du II^e congrès indique : « *toute lutte des classes est une lutte politique [...]. La même lutte des classes exige aussi la centralisation et la direction unique des diverses formes du mouvement prolétarien ; le centre organisateur et dirigeant ne peut être qu'un parti politique. Se refuser à le créer et à l'affermir, se refuser à s'y soumettre équivaut à répudier le commandement unique des contingents du prolétariat agissant sur des points différents [...]. La lutte de classe prolétarienne exige une agitation concentrée, éclairant les différentes étapes de la lutte d'un point de vue unique et attirant à chaque moment l'attention du prolétariat sur les tâches qui l'intéressent dans son entier. Cela ne peut être réalisé sans un appareil politique centralisé, c'est à dire en dehors d'un parti politique* ». Cette citation qui insiste lourdement sur la question de l'organisation est un condensé du contenu des 21 conditions qui donnent donc une définition théorique de ce qu'est un parti révolutionnaire communiste.

3.3 L'adhésion de la SFIO à l'IC, sa transformation en SFIC puis en PCF

La question de l'adhésion à l'Internationale Communiste se situe en France dans une situation particulière :

■ Une montée des luttes ouvrières qui a commencé en 1917. La CGT se renforce et compte jusqu'à 1 200 000 adhérents en 1919 et 1 600 000 en 1920. Elle est dirigée par deux militants réformistes : Albert Thomas qui a participé au gouvernement de l'Union Sacrée et qui est minoritaire dans la SFIO sur la question de l'adhésion, et Léon Jouhaux qui fait triompher ses thèses réformistes dans la CGT. Pour autant, le courant révolutionnaire progresse dans la CGT.

■ Un regard positif porté par de nombreux militants sur la révolution russe. C'est ainsi que Clemenceau qui en décembre 1918 envoie 40 000 hommes dans la mer Noire pour abattre la révolution bolchevique se trouve confronté à une révolte d'ampleur des marins, ce que l'on a désigné par les *Mutins de la mer Noire*. L'arrestation d'André Marty a été un puissant signal de cette révolte. Elle s'étend en juin aux ports militaires de Toulon et Brest. La répression est sans merci, mais le gouvernement met provisoirement *bas les pattes* devant la révolution russe.

■ Un État bourgeois, mené de main de fer par Clemenceau, et qui s'est consolidé dans l'Union Sacrée n'est pas sérieusement remis en cause par le mouvement populaire et révolutionnaire.

Dans ces conditions, à la différence de l'Allemagne avec la révolution spartakiste ou de la Hongrie avec la république des conseils, les dirigeants de l'IC penchent pour tenter d'obtenir l'adhésion de la SFIO.

Le processus de l'adhésion de la SFIO à l'IC est approuvé par la majorité des délégués au congrès de Tours du 25 au 30 décembre 1920, cependant la nouvelle organisation qui naît de la SFIO ne se débarrasse pas si facilement de ses anciens habits sociaux-démocrates.⁸ Les débats furent vifs sur la question du rôle de l'IC et l'application de ses directives et la question de la révolution.

3.4 Les premiers pas du PCF

Le parti devient en 1921 le Parti communiste (SFIC), abrégé en PC-SFIC, puis le PCF en 1943. Il va jouer un rôle majeur dans la vie politique française, dans les luttes de 1936, dans le soutien aux résistants espagnols ou 8000 communistes sont partis combattre dans les brigades internationales contre le coup d'état fasciste de Franco, 3000 y ont laissé leur vie. L'engagement total dans la résistance à l'occupation nazie.

Après la guerre, le PCF entend définir sa stratégie dans un contexte où s'ouvre la *guerre froide*. C'est par une interview⁹ au Times en 1946 que Maurice Thorez alors secrétaire général exprime le point de vue d'une voie nouvelle démocratique et pacifique au socialisme. Cette orientation est déterminante pour comprendre les positionnements ultérieurs du PCF, notamment dans sa dérive opportuniste et social-démocrate.

4. Le rôle majeur de l'URSS dans les processus d'émancipation des peuples

Pour la première fois le capitalisme a été abattu dans un grand pays, la Russie tsariste et a été remplacée par une société socialiste. Il est donc indispensable de dire ce qu'a apporté la révolution d'Octobre au peuple russe, aux peuples d'Union Soviétique et également aux peuples du monde entier. Ce qu'Octobre a apporté au monde :

1. La victoire sur le nazisme

Rappelons d'abord ce que tous les hommes doivent au peuple soviétique et à son armée pour la victoire contre le nazisme, le rôle de Staline qui a fait l'objet et qui fait toujours l'objet d'un anticommunisme violent, haineux et primaire du à son action qui a amené l'Union Soviétique à devenir la 2^{ème} puissance mondiale et à vaincre le nazisme et le fascisme. Le premier pays socialiste à supporter le choc frontal contre son ennemi naturel, le nazisme. Les 27 millions de morts, de loin le plus important des tributs payés à la guerre, ont permis la libération de l'Europe de l'hydre fasciste. L'intervention tardive des USA en Europe n'était due qu'au souci de préserver les intérêts de l'impérialisme le plus puissant de la planète, alors en danger.

2. La paix dans le monde

Après la seconde guerre mondiale, la présence de l'URSS et des pays socialistes d'Europe a permis d'améliorer considérablement la vie et la dignité de millions d'hommes. Elle a particulièrement été utile pour la paix dans le monde. En Europe, malgré la guerre froide, la paix a été maintenue pendant 45 ans. Dès la fin de l'URSS, les grands pays capitalistes, européens (France, Allemagne) ou non (USA) se sont empressés de dépecer la Yougoslavie et de la mettre à feu et à sang.

⁸ Jean Charles, Jacques Girault, Jean-Louis Robert, Danielle Tartakowsky, Claude Willard, *Le Congrès de Tours, Éditions sociales, Paris, 1980.*

⁹ <http://lesmaterialistes.com/annexe-interview-maurice-thorez-times>

3. Les entreprises militaires expansionnistes et colonialistes des différents impérialismes, notamment des USA, ont échoué aussi bien au Vietnam qu'en Corée.

4. L'aide aux mouvements de libération

L'URSS a aidé non seulement les mouvements de lutte de libération nationale, comme en Chine, au Vietnam, en Corée du Nord, mais aussi les mouvements de libération qui n'affichaient pas forcément des idées socialistes. L'URSS et les autres pays socialistes ont aidé, par des armes et des conseillers, les mouvements nationalistes arabes (Nasser en Egypte, par exemple). Ils ont ensuite soutenu ces pays (Yémen, Syrie, l'Égypte jusqu'au virage de Sadate, l'Irak jusqu'au pouvoir absolu de Saddam) dans leurs tentatives de transformations sociales, fussent-elles minimales. L'URSS a soutenu l'OLP, permis la reconnaissance officielle par l'ONU des mouvements de libération palestinien et sahraoui. L'URSS a été l'obstacle empêchant les colonialistes israéliens de réaliser leur but d'annexion de la majorité des territoires occupés. Au cours des guerres coloniales, les Soviétiques ont soutenu les mouvements de libération et ensuite les nouveaux États ainsi formés, comme l'Algérie de Boumediène. Les pays socialistes ont soutenu l'ANC dans sa lutte contre l'apartheid en Afrique du sud, ainsi que les mouvements de libération d'Angola ou du Mozambique avec notamment l'engagement personnel de volontaires cubains. La pression idéologique et sociale sur les grands pays capitalistes, même s'ils dénigraient les pays socialistes, a fait que les dirigeants des grands pays capitalistes d'Europe étaient obligés de tenir compte de leur existence. Ils ont dû inventer un modèle social afin de montrer que dans la société capitaliste aussi, il existait des acquis sociaux. Ce fut le rôle assigné à la Suède et, dans une moindre mesure, à la RFA. On avait ainsi la Sécurité Sociale, les retraites, etc... Plus la « *liberté* ».

En réalité, ce n'est pas de gaieté de cœur que les dirigeants des pays capitalistes octroyaient en Suède ou maintenaient en France de tels droits. La présence des pays socialistes dans lesquels le chômage était inconnu et la protection sociale essentielle, les obligeait à de telles concessions.

C'est une Russie exsangue, où la révolution triomphe, qui émerge de cette lutte.

La révolution dans la Russie tsariste de 1917 trouve son terrain dans la combinaison de la crise interne propre à l'empire russe et de la guerre entre les impérialismes continentaux.

Le capitalisme se développe en Russie dans un pays profondément arriéré et dans le cadre d'un système politique archaïque qui est à bout de souffle. La révolution « *Décabriste* », celle de 1905, les répressions sauvages qui les ont suivies ont largement entamé les bases de soutien au système politique y compris dans une partie des couches intellectuelles et dirigeantes. La guerre accélère le processus de décomposition du tsarisme. La révolution est un processus complexe où la détermination et l'organisation des bolcheviks est déterminante quant à son issue. Répondant aux aspirations à la paix et au pain, le nouveau pouvoir doit faire face à la fois à un chaos interne et à une intervention étrangère violente dont l'objectif est le démembrement de la Russie pour en piller les richesses.

La guerre civile et la guerre étrangère menée tout particulièrement par la France, l'Angleterre, le Japon et leur ancien ennemi l'Allemagne sont particulièrement destructrices, par exemple en 1918, 50 000 hommes de la légion Tchèque qui combattaient aux côtés des Alliés, se trouvaient maintenant derrière les lignes Soviétiques, et tentaient de se frayer un chemin vers l'Est en direction de Vladivostok le long du transsibérien tenu par les Bolcheviks.

Face à ces préoccupations, l'Angleterre et la France décidèrent d'intervenir militairement dans la guerre civile russe contre le gouvernement bolchevique en Sibérie. L'attaché militaire français à Beijing recrute des mercenaires dans les « *légations* », zone occupée par la France, Tianjin, Shanghai, Guangzhou, etc... Et utilise 2 000 hommes des troupes coloniales. Les USA ne sont pas en reste et envoient 10 000 hommes en Sibérie contre les bolcheviks, ce fut l'opération « *ours polaire* », les anglais n'hésitent pas à utiliser « *des gaz chimiques* » contre les populations civiles en Sibérie ! L'intervention étrangère en Sibérie se solde par un échec cuisant fin 1919, et c'est en débandade que ces soldats fuient la région.

En même temps, les révolutions en Europe occidentale, conséquences de la montée du mouvement ouvrier révolutionnaire et de la guerre, sont écrasées dans un bain de sang en particulier en Hongrie, en Allemagne où la répression est dirigée par le social-démocrate Philipp Scheidemann contre les Spartakistes qui sont conduits par Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg lâchement assassinés à Berlin le 15 Janvier 1919. Non seulement la Russie

et l'Union soviétique en formation sont exsangues, mais elles sont isolées et les impérialismes qui ont pris la mesure de l'échec de la contre-révolution vont tout mettre en œuvre pour les abattre.

De ce moment pas un acte dans l'action des États impérialistes qui ne soit inspiré par cet objectif : « *mettre à bas le pouvoir soviétique* ». C'est dans ces conditions que l'URSS doit assurer à la fois son développement et sa protection.

Malgré d'immenses difficultés, l'URSS commence à compter. Le développement des partis communistes dans le monde, s'appuyant et s'inspirant de la révolution d'Octobre donne les moyens politiques aux classes ouvrières pour conquérir de nouveaux droits, de même les mouvements d'émancipation des peuples colonisés posent les premières pierres du mouvement de décolonisation. A la veille de la seconde guerre mondiale, l'URSS a atteint un niveau technique et de production qui rivalise avec la plupart des pays occidentaux. Les bourgeoisies ne s'y trompent pas et voient dans le fascisme ou le nazisme le moyen de contrer la montée des courants révolutionnaires. Le : « *plutôt Hitler que le front populaire* » résume bien l'état d'esprit des forces du capital. Elles entrevoient la possibilité de détruire le mouvement ouvrier révolutionnaire et l'URSS et de refermer ainsi une parenthèse historique où leur pouvoir de domination a été contesté.

La fermeté de la direction soviétique, l'héroïsme des peuples de l'Union, les capacités d'organisation et le niveau technique atteint par l'URSS leur permettent d'écraser le Nazisme aux prix de sacrifices inouïs. La Russie occidentale, l'Ukraine, la Biélorussie sont presque totalement détruites, les pertes humaines sont immenses. La reconstruction, en soi difficile, l'est encore plus par la nécessité d'assurer, dans le contexte de la guerre froide imposée par les impérialismes occidentaux avec à leur tête les USA, la protection de l'URSS.

5 La défaite de l'URSS et l'effondrement de nombreux partis révolutionnaires

La course aux armements pèse lourd dans la balance d'un État qui assume seul une aide décisive aux peuples en lutte pour leur émancipation. De la Chine au Vietnam, de Cuba à l'Afrique, que serait-il advenu des révolutions et des mouvements de libération sans l'aide économique et militaire de l'URSS ? La recherche de compromis autour du concept de « *coexistence pacifique* », l'absence de luttes politiques, les effets de la course aux armements conduisent à une dégradation du potentiel économique et des conditions de vie de beaucoup de citoyens soviétiques, les détachant d'un régime où règne une couche bureaucratique qui aspire, elle, à conquérir un plus large pouvoir en s'emparant des moyens de production et d'échange. C'est cette couche issue de l'appareil d'État qui, avec l'aide des forces capitalistes mondiales, détruit l'URSS et liquide en partie la propriété sociale en s'accaparant des richesses de l'URSS au détriment de la majorité du peuple. C'est une défaite historique pour le mouvement révolutionnaire. Les conséquences en sont immenses : disparition du premier État ouvrier et paysan ayant banni la propriété privée des grands moyens de production et d'échange, effondrement de beaucoup de partis révolutionnaires qui se reconvertissent en partis sociaux-démocrates, élargissement du champ du système capitaliste... Les idéologues de la bourgeoisie ne tarissent plus sur le thème de « *la fin de l'histoire* », sur « *l'accident* » qu'aurait constitué la révolution d'Octobre, sur le fait qu'il n'y aurait plus qu'à aménager le capitalisme... Ils vont un peu vite en besogne ! Certes l'État soviétique issu de la révolution d'Octobre a été finalement battu, mais à en juger par l'agressivité de l'impérialisme et sa volonté d'étouffer toute velléité de lui résister, la flamme d'Octobre continue de briller. Elle a ouvert une ère historique qui est loin de s'être refermée, malgré toutes tentatives de liquidations sommaires prônées par ceux qui n'hésitent pas à pratiquer « *la collaboration de classe* ». Les peuples continuent de chercher les voies de leur émancipation, nous avons créé « *Communistes* » pour mener ce combat.

6. En France, une stratégie du PCF qui a mené à sa disparition comme parti révolutionnaire

En France le Parti Communiste n'a plus rien à voir avec le mouvement révolutionnaire mais il en a gardé le nom, au moins pour le moment.

Depuis des décennies, il a bâti sa stratégie sur l'idée d'une marche pacifique et graduelle au socialisme par la voie électorale, ce qu'il théorise aujourd'hui par le concept de « *dépassement du capitalisme* ». Cette stratégie le conduit à des alliances permanentes avec la social-démocratie, l'enfonce jour après jour dans la collaboration de

classe en y entraînant les forces syndicales de la CGT.

La dérive opportuniste et sociale-démocrate progressive et continuelle du Parti Communiste Français.

Pendant et après la dernière guerre mondiale, le PCF joue un rôle important dans la société française, son influence et son activité pèsent énormément.

Des acquis sociaux considérables sont obtenus par le mouvement social dans lequel il tient un rôle majeur.

Malgré son implication et son entrée au gouvernement d'après-guerre, le capital résiste, son existence n'a jamais été menacée.

Dès le 18 Novembre 1946, Maurice Thorez, dans un contexte où le PCF participe au gouvernement et obtient aux élections de 1946 28,3% des voix exprimées, répond aux questions d'un journaliste du Times et déclare : « *Nous ne demandons pas au peuple le mandat d'appliquer strictement un programme communiste, reposant sur une transformation radicale du régime actuel de la propriété et des rapports de production qui en découlent* » et il appelait « *à suivre d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes* ». Il proposait également de « *créer le Parti Ouvrier de France en fusionnant les partis communistes et socialistes, en ouvrant largement ses rangs aux travailleurs catholiques.* »

En URSS, le 20^e congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique en 1956 dénonce les « *crimes de Staline* ». Ce fut une nouvelle étape de la bataille idéologique menée par les forces bourgeoises en URSS mais aussi en Italie, en Espagne et en France où le Parti Communiste Français considère « *n'avoir pas saisi l'occasion qui s'offrait alors de procéder au renouvellement nécessaire de (notre) stratégie et de (notre) mode de fonctionnement* »¹⁰

Ainsi le PCF change profondément de stratégie et déclare : « *nous avons pris du retard, et celui-ci s'est prolongé une vingtaine d'années puisque ce n'est qu'en 76, au 22^e congrès que nous avons procédé à ces transformations dans toute leur ampleur* ». (Démocratie–messidor 1990).

C'est donc à partir d'une analyse critique du PCUS que le Parti Communiste Français prend prétexte pour changer de stratégie politique, et non pas à partir d'une analyse politique de la société française et le besoin de renforcer la lutte contre le capital.

L'abandon de la dictature du prolétariat et d'une conception de direction remplaçant le Comité Central, préparaient à de futures alliances pour un « *socialisme à visage humain* ».

Nombre de publications appellent les adhérents du Parti Communiste Français à l'alliance social-démocrate¹¹.

Les discussions avec la social-démocratie ont lieu depuis longtemps car déjà en 1964, le PCF met « *la nécessité d'un programme commun des partis et organisations démocratiques au centre de sa bataille pour l'union* » et « *qu'il était possible d'envisager une unité allant au-delà de ce qu'elle fut en 36 et 45* »¹².

En 1965 le PCF joue un rôle déterminant dans le regroupement des « *partis de gauche* » autour d'un candidat commun pour l'élection présidentielle.

En 1966, un premier document adopté avec le Parti Socialiste, le Parti Radical et la « *Convention des institutions républicaines* » jette les bases d'un futur programme commun de gouvernement.

Le 22 Mars 1972, le PCF et le Parti Socialiste décident d'établir un accord politique comportant un programme de gouvernement et le 27 juin 1972 ce programme est adopté par les deux partis, ratifié ensuite le 9 juillet par la conférence nationale du PCF.

Cette conception de l'union abandonne toute idée d'union des travailleurs dans la lutte pour chasser le capitalisme de la société, en privilégiant l'union avec la social-démocratie.

La participation de ministres communistes aux divers gouvernements d'union de la gauche va non seulement détruire le tissu militant (cellules d'entreprises et de quartiers) mais aussi avoir des conséquences sociales désastreuses : c'est en 1983 que Pierre Mauroy annonce le premier plan d'austérité avec le blocage des salaires et

¹⁰ Démocratie–Messidor–1990. *Le Défi Démocratique 1973–Grasset. Parlons franchement 1977 Grasset. L'espoir au présent 1980 Messidor*

¹¹ *Changer de cap–Programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire–édition sociale 1971*

¹² *Programme commun de gouvernement. Édition sociale 1972*

la fin d'acquis sociaux importants (échelle mobile des salaires... etc.) Ce plan d'austérité a été préparé minutieusement et va dérouler dans la paix sociale, c'est la raison pour laquelle Pierre Mauroy premier ministre de l'époque est invité au congrès confédéral de la CGT en 1982 (41^{ème} congrès) pour expliquer son plan à la première organisation syndicale du pays. Le congrès adopte l'orientation.

Puis ce fut une succession d'attaques incessantes sur la Sécurité Sociale, son financement, les cadeaux aux patrons, le début de la casse industrielle (sidérurgie, textile, machine-outil automobile...) et une série impressionnante de privatisations d'entreprises publiques.

Cette dérive social-démocrate, cette stratégie politique encore en vigueur aujourd'hui a cantonné le PCF dans une unique position électoraliste en privant des millions de travailleurs, la classe ouvrière dont il était issu, d'un parti révolutionnaire. (« *Nous prendrons 3 millions de voix au Parti Communiste* ». Discours de Mitterrand en Autriche).

Cette stratégie de collaboration de classe a fait et fait encore beaucoup de dégâts dans la société française. Aujourd'hui, préserver ses élus est devenu la seule préoccupation du PCF qui, pour y parvenir, cherche constamment des alliances multiples avec la social-démocratie. C'est la « *mutation* » d'un parti révolutionnaire en parti social-démocrate, c'est ce qu'il est devenu depuis longtemps comme nous le démontrons dans ce texte.

Le mouvement syndical, et notamment la CGT, n'est pas épargné par cette dérive sociale-démocrate (41^{ème} congrès à Lille).

Le 43^{ème} congrès confédéral, au nom de la « mixité », rendait possible la collaboration public-privé. Les services publics, les entreprises publiques étaient ainsi ouvertes au capital avec l'approbation de la Confédération. Il n'y a que les syndicats d'entreprises et quelques fédérations qui s'y sont opposés et mené la lutte contre les privatisations.

En décembre 1995, le 45^{ème} congrès décide de supprimer l'article premier de ses statuts qui stipule : « *La CGT s'assigne pour but la suppression de l'exploitation capitaliste, notamment par la socialisation des moyens de production et d'échange* ».

Le « syndicalisme rassemblé » remplace la lutte unie des travailleurs pour leurs revendications, autrement dit la lutte de classe n'est plus d'actualité alors qu'elle n'a jamais été aussi présente. La messe est dite. Puis c'est l'adhésion à la Confédération Européenne des syndicats dont la compromission avec le patronat européen n'est plus à démontrer et à la Confédération Syndicale Internationale (ex CISL), financée par le capital mondial, pour affronter le syndicalisme de lutte de classe.

En 2005, Bernard Thibault, alors secrétaire général de la CGT, appelle, au nom du Bureau Confédéral à voter « *oui* » à la constitution européenne, le CCN (Comité Confédéral National) vote contre la décision du Bureau Confédéral, c'est un moment historique dans l'histoire de la CGT.

En 2011, il appelle avec d'autres syndicalistes européens, l'Union Européenne à « *respecter l'esprit du traité de Rome et du traité de Maastricht* », la collaboration de classe n'a plus de limites.

Aujourd'hui, c'est la politique de « *dialogue social* » qui est privilégiée, réclamée à cors et à cris par toutes les organisations syndicales. Ce « *dialogue* » n'a pour but que de soumettre toute la société à l'emprise capitaliste dans la paix sociale. Les organisations syndicales servent d'amortisseurs à la casse des acquis sociaux, nous en mesurons les résultats tous les jours. Le « *partage des richesses* » est devenu la ligne de conduite de la CGT, reconnaissant au capital le droit d'exister et d'être rémunéré.

Les luttes sont menées par les syndicats d'entreprises, isolés les uns des autres, laissés à leurs difficultés, la plupart du temps pour défendre l'existant.

La cohérence de la politique du capital ne fait jamais l'objet d'analyse alors que la convergence des luttes est indispensable pour faire reculer le patronat.

Le lien entre la politique patronale et ses conséquences sur la société n'est jamais mis en avant. Les luttes sont ainsi découpées, laissées à la responsabilité des syndicats d'entreprises lorsqu'elles sont menacées de suppressions d'emplois, de fermeture ou de délocalisation.

Les organisations locales ne sont que les relais ponctuels des luttes sectorielles, les fédérations défendent leurs professions, leurs acquis professionnels. C'est ainsi que des initiatives continues et à répétition sont décidées sans aucune volonté de les faire converger, cultivant la résignation.

La confédération n'est que le fantôme des syndicats, elle devient le 2^{ème} syndicat en France, devancé par la

CFDT qui est la caution sociale du MEDEF, c'est une première depuis 1895, création de la CGT.

Aujourd'hui, confrontés à la réalité du syndicalisme en France, des syndicalistes de plus en plus nombreux se battent pour une CGT de lutte de classe, c'est la voie à suivre car tant que le capitalisme existera, il exploitera toujours plus et toujours plus fort le travail salarié. Nous encourageons les travailleurs à se rassembler, à s'unir pour renforcer la lutte contre le capital, indispensable pour satisfaire les revendications.

Sans parti révolutionnaire, le syndicalisme de classe ne peut exister. Il faut donc renforcer notre parti.

Pour le PCF, ce n'est pas à cause de l'intense lutte des classes, économique, politique, idéologique et militaire livrée pendant 70 ans que l'URSS est tombée, mais à cause du manque de « *démocratie* ». L'intensité de la bataille idéologique menée à l'occasion de l'anniversaire de la révolution d'octobre démontre bien, au-delà de la volonté de démontrer qu'il n'y a pas d'autre société possible en dehors du capitalisme, la peur pour les possédants que le socialisme puisse renaître. Nous devons tirer les enseignements de 70 ans d'expérience socialiste. La situation aujourd'hui démontre que la lutte des classes s'est considérablement développée dans le monde. C'est l'antagonisme entre le capital et le travail qui imprègne tout le développement de l'humanité tout entière et dans tous ses aspects.

Ce sont les multinationales qui dirigent le monde. La France n'y échappe pas. L'entente entre le Medef et les gouvernements successifs est parfaite. La politique dictée par les multinationales est appliquée scrupuleusement et à marche forcée. Tous les secteurs de la vie, qu'ils soient économiques ou sociaux sont livrés au capital. Ça va de plus en plus vite parce que le capital a besoin de développer ses profits et pour cela il faut qu'il supprime les obstacles qu'il rencontre. Service public—protection sociale—salaires—santé—éducation—recherche—industrie, il faut pour le capital en tirer le profit maximum, il n'y a que les luttes pour s'y opposer. Luttés sociales indispensables pour freiner autant que c'est possible l'avidité du profit, indispensables pour stopper les attaques du capital, mais il fera tout pour reprendre ce que les luttes sociales lui ont arraché. C'est pourquoi il faut l'abattre pour changer de politique, mener la lutte avec persévérance, quotidiennement, sinon rien ne changera.

Des moyens considérables existent, le développement des forces productives s'est accru dans d'importantes proportions dans tous les secteurs d'activités, de l'industrie, du tertiaire, le développement des connaissances a également bondi. Mais aujourd'hui le capital accapare l'essentiel des 2500 milliards de richesse produites dans notre pays, il faut que celles-ci reviennent au peuple pour satisfaire les besoins économiques et sociaux : augmenter les salaires et les pensions, développer l'industrie, les services publics, la recherche, l'éducation, le logement, les transports. Tout cela est possible à condition d'engager la lutte politique pour arracher au capitalisme le pouvoir qu'il s'est approprié. C'est essentiel pour changer de société.

7. Reconstruire un parti révolutionnaire et un syndicalisme de classe : des enjeux majeurs

C'est l'enseignement fondamental de la révolution soviétique.

Constatant que le 30^{ème} congrès du PCF a confirmé et approfondi l'alliance avec la social-démocratie, le renoncement à la lutte des classes, s'engageant dans la gestion du capitalisme, des centaines de militants se réunissent, débattent et créent le journal « *Communistes* » en 1999. Puis en Avril 2000 jettent les bases de la construction d'un parti révolutionnaire et en Mai 2000, des centaines de militants se réunissent à Boulogne pour créer « *Communistes* » du même nom que leur journal.

Le premier congrès a eu lieu en Mars 2002, Communistes est né pour continuer cette révolution consistant à supprimer le capital.

Les moyens de production et d'échange doivent appartenir au peuple, gérés par le peuple pour satisfaire les besoins économiques et sociaux.

Tout démontre le besoin d'un grand parti révolutionnaire à la disposition de la classe ouvrière, des travailleurs, du peuple. Il faut donc avant tout le développer, ici en France, sur tout le territoire national, dans les départements, en utilisant tous les moyens possibles au développement des idées révolutionnaires, en le renforçant pour qu'il pèse de plus en plus fort dans la vie politique nationale.

Nous avons déjà beaucoup avancé de ce point de vue mais le chemin est long et difficile parce que la bataille est rude, la lutte des classes acharnée.

Lénine disait : « *sans théorie révolutionnaire il n'y a pas de parti révolutionnaire* ». « *L'histoire de toute société est l'histoire de la lutte des classes* » écrivaient Marx et Engels dans le manifeste du Parti Communiste en 1848. Depuis, la vie a démontré que l'opposition capital-travail est irréductible. Aucun aménagement n'est possible entre exploités et exploités. La lutte des classes est présente partout, que les travailleurs en aient conscience ou non. Nous les encourageons à lutter pied à pied pour conquérir de nouveaux droits, pour faire reculer le capital. Pour vaincre, il faut qu'ils s'unissent autour de revendications qu'ils ont élaborées ensemble. Ils doivent élargir celles-ci à tous les domaines économiques, sociaux et politiques. Leur union et celle du peuple représente une force considérable quand ils agissent ensemble. Nous voulons l'union pour abattre le capitalisme et construire une société socialiste. Cela passe par le renforcement des idées révolutionnaires, par le renforcement de notre parti parce que comme cette introduction l'a démontré, nous sommes le seul parti à porter une perspective politique révolutionnaire.

En ce sens, nous sommes les continuateurs de la grande révolution d'octobre, nous agissons pour changer de société, une société au service du peuple, une société de paix, respectant les peuples et leurs choix, une société de coopération et non de domination. Oui la révolution d'octobre est vivante dans toute la réalité de la lutte des classes.

8. Conclusion

La révolution d'Octobre en Russie en 1917 a ouvert une page qui ne s'est pas refermée. Elle a initié la formation d'un vaste mouvement révolutionnaire au plan mondial qui s'est traduit par la constitution de partis communistes en rupture avec la social-démocratie (nous sommes dans l'après-guerre de 14-18 où la social-démocratie s'est soumise aux bourgeoisies nationales dans l'union sacrée) et par la création de l'Internationale Communiste. Ici, il faut parler des 21 conditions et de leur sens, de la lutte pour la formation d'un parti prolétarien en France, de ses luttes pour la paix et le progrès social, pour l'indépendance des peuples opprimés, pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière et de ses alliés.

La formation de l'URSS, sa victoire sur le nazisme ont permis le développement de transformations révolutionnaires dans le Monde, mais aussi elles ont conforté et aidé les mouvements de libération nationale sur tous les continents. L'URSS et les pays socialistes ont profondément marqué le cours du développement des pays capitalistes eux-mêmes.

Les succès de l'URSS et des peuples qui se sont libérés du colonialisme n'ont pas mis fin à l'affrontement entre les pays construisant le socialisme et les pays impérialistes en particulier des USA. Cet affrontement a tourné à l'avantage des impérialismes avec la défaite historique de l'URSS et les reculs du mouvement communiste international. En France, la « *voie démocratique au socialisme* » a vite tourné à l'électoratisme et à la recherche d'alliances politiciennes. C'est la raison qui nous a poussés à la création de COMMUNISTES en 2002.

Nous poursuivons l'élan révolutionnaire ouvert par Octobre 1917. Pour cela, nous devons organiser, pour la lutte, l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière, des travailleurs, de tous les salariés exploités et de la jeunesse. Il nous faut analyser ce qu'est le Monde d'aujourd'hui, quelle est l'évolution du capitalisme sous sa forme impérialiste. Pour nous, communistes, plus que jamais la lutte des classes à l'échelle nationale et internationale est le seul moyen d'abattre le capitalisme et de construire une société nouvelle débarrassée de l'exploitation de l'Homme par l'Homme, de la misère, de la faim et de la guerre et qui donne aux travailleurs, à la jeunesse la perspective de vivre enfin leurs aspirations de fraternité et de solidarité humaine.